



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
EXECUTIF DE SAINT MARTIN**
Préfecture de Saint-Barthélemy
et de Saint-Martin

Le: 16 AVR. 2024

N° :

NOMBRE DES MEMBRES DU CONSEIL EXECUTIF				
Légal	En Exercice	Présents	Procurator(s)	Absent(s)
7	7	4	0	3

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE le 11 avril à 9h30 le Conseil Exécutif de SAINT-MARTIN, dûment convoqué, s'est réuni à huis clos, à l'Hôtel de la Collectivité, sous la présidence de Monsieur le **Président Louis MUSSINGTON**.

ETAIENT PRESENTS : Louis MUSSINGTON, Michel PETIT, Martine BELDOR, Daniel GIBBES.

Le Président certifie que cette délibération a été :

1 affichée à la porte de l'Hôtel de la Collectivité :

2 reçue à la Préfecture de Saint-Martin le :

ETAIENT ABSENTS : Alain RICHARDSON, Bernadette DAVIS, Dominique DEMOCRITE – LOUISY.

DEPORTE(S) : //////////////////////////////////

SECRETARE DE SEANCE : Martine BELDOR

DELIBERATION : CE 071-02-2024

OBJET : Délibération portant sur un changement d'emplacement sur le marché touristique de Marigot pour Madame RAYMOND Enause.



Objet : Délibération portant sur un changement d'emplacement sur le marché touristique de Marigot pour Madame RAYMOND Enause.

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.O 6313-1, L. O 6314-1, L. O 6314-6, en particulier le 2° de son article L. O 6353-4, son article L.O 6352-7, son article L. 6313-7, ainsi que son article L. 2224-18 ;

Vu, le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles ;

- Dans leur rédaction actuelle : ses articles L. 2121-1, L. 2122-3, L. 2122-4, L. 2122-5, L. 2122-6, L. 2123-1, L. 2123-4, L. 2125-3, L. 2125-5 et L. 2125-6 ;

- Dans leur rédaction au 15 Juillet 2007 : ses articles L. 2122-1, L. 2122-2, L. 2125-1 et L. 2125-4 ;

Vu, la délibération CE 106-04-2015 du 26 mai 2015, portant Prescription d'une révision d'une partie de la tarification pour utilisation du domaine public ;

Vu, la délibération CE 012-11-2017 du 26 juillet 2017, relative à la Mise à jour du règlement intérieur du Marché de Marigot ;

Considérant, la demandes de l'intéressée, en date du 26 juin 2023 ;

Considérant, l'avis émis par la Commission de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et des 50 pas géométriques, en date du 18 octobre 2023 ;

Considérant, le rapport du Président ;

Le Conseil exécutif,

DECIDE :

POUR :	4
CONTRE :	0
ABSTENTIONS :	0
NE PREND PAS PART AU VOTE :	0
DEPORTE(S)	0

Article I :

- I- D'entériner l'avis de la Commission de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et des cinquante pas géométriques susvisé, autorisant Madame RAYMOND à changer d'emplacement au sein du marché touristique de Marigot ; et ce, à la seule condition d'installer dorénavant une seule tente de dimension inférieure ou égale à 2,50m x 2,50m.
- II- De préciser que ladite autorisation est assortie du paiement à la Collectivité, par l'intéressée, d'une redevance d'occupation du domaine public, d'un montant de 15,00 euros le m² par mois en haute saison et de 10,00 euros le m² par mois en basse saison ; soit, une **somme annuelle de 937,50 euros.**

Article II : D'imputer la recette correspondante, mentionnée au II- de l'article I, sur le chapitre 70 du Budget de la Collectivité.

Article III : D'autoriser le Président à signer tous les actes et documents relatifs à cette affaire.

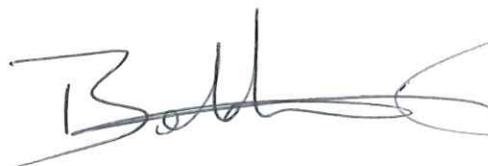
Article IV : Le Président du Conseil Territorial et le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal Officiel de Saint-Martin.

Faite et délibérée le 11 avril 2024.

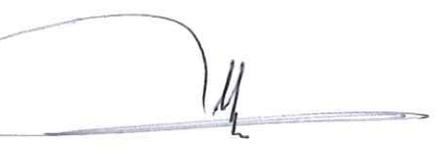
Le Président du Conseil territorial
Louis MUSSINGTON



4^{ème} Vice-président
Michel PETIT



Membre du conseil exécutif
Martine BELDOR



Membre du conseil exécutif
Daniel GIBBES

La présente délibération pourra faire l'objet de recours devant le tribunal Administratif de Saint-Martin dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.